



Jeu de l'oie sur l'accès à la justice

Le jeu de l'oie proposé dans cette fiche peut être utilisé en classe comme prolongement d'une leçon ou d'une activité sur le thème de l'accès à la justice ou pour contrôler des connaissances en fin de leçon. Ce jeu peut être proposé à des élèves de 6e primaire et de première et deuxième secondaire.

Matériel

- Un plateau de jeu (**fourni avec la fiche et à imprimer**)
- Un dé (**non fourni**)
- Des pions (**non fourni**)
- Les cartes « case spéciale », « situation », « devinette » et « question » (**cf. annexe**)
- Les fiches des droits humains qui contiennent certains articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme (**cf. annexe**)

Règles du jeu

But du jeu

Arriver le premier sur la case « arrivée ».

Nombre de joueurs

Minimum 2.

Règles :

- Chaque joueur choisit un pion de son choix (une perle, un bout de gomme, un badge, etc.) et le place sur la case départ.
- Un joueur (A) commence la partie, lance le dé, et avance son pion case par case, en respectant le nombre indiqué sur le dé.
- Le joueur (A) peut atterrir sur 5 types de cases différents :

- o « **situation** » : un autre joueur (B) pioche une carte situation, et la lit à son camarade (A), qui doit l'associer à un des droits de la Déclaration universelle des droits de l'homme repris dans la liste fournie avec le jeu, en justifiant sa réponse. Le joueur (B) vérifie si la réponse donnée est correcte, en regardant en bas de la carte lue. Si c'est correct, le joueur (A) peut rester sur sa case. Si c'est incorrect, il doit retourner à la case où il se trouvait précédemment.
 - o « **question** » : un joueur (B) pioche une carte question, et la lit à son camarade (A), qui doit choisir la bonne proposition parmi les 3. Le joueur (B) vérifie si la réponse donnée est correcte, en regardant en bas de la carte lue. Si c'est correct, le joueur (A) peut rester sur sa case. Si c'est incorrect, il doit retourner à la case où il se trouvait précédemment.
 - o « **devinette** » : un joueur (B) pioche une carte devinette et doit faire deviner le mot qui se trouve sur la carte à son camarade (A) en donnant des explications sur le mot qu'il doit faire deviner sans citer le mot en question.
 - o « **case spéciale** » : le joueur (A) pioche une carte case spéciale, et lit et exécute ce qui y est indiqué.
 - o Les **cases** « **avance/recule de** », « **rejoue** », « **passe ton tour** ».
- Ensuite, en respectant le sens horloger, le joueur suivant lance le dé, et fait ce qui lui est demandé en fonction de la case sur laquelle il tombe. Et ainsi de suite.
 - Dès qu'un joueur tombe sur la case « arrivée », la partie est terminée !

Annexe

Les cartes du jeu de l'oie (à imprimer et découper)

<p>Situation</p> <p>Un homosexuel est victime de discrimination de la part de policiers durant son dépôt de plainte.</p> <p>Réponse : articles 3 et 7</p>	<p>Situation</p> <p>En Russie, un homme soupçonné d'être lié à une organisation terroriste est torturé pour qu'il fournisse des informations.</p> <p>Réponse : articles 3 et 5</p>	<p>Situation</p> <p>Pour obtenir les aveux d'un journaliste arrêté pour ses écrits dans un journal, les policiers l'ont torturé.</p> <p>Réponse : articles 3, 5 et 9</p>	<p>Situation</p> <p>Un étudiant belge a été arrêté alors qu'il était en Turquie. N'étant pas dans son pays d'origine, les autorités turques lui ont dit qu'étant donné qu'il est étranger et qu'il n'est pas dans son pays, la justice turque n'allait pas être juste envers lui.</p> <p>Réponse : articles 3, 6 et 7</p>
<p>Situation</p> <p>Le dossier d'une jeune femme victime d'agression sexuelle a été classé sans suite par manque de preuves.</p> <p>Réponse : articles 8 et 3</p>	<p>Situation</p> <p>Un homme soupçonné de coups et blessures sur un autre homme ne peut pas être défendu par un avocat de son choix.</p> <p>Réponse : articles 7 et 11 (1)</p>	<p>Situation</p> <p>Une défenseure des droits LGBTI (personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes) a été arrêtée et est détenue en prison depuis plusieurs mois alors qu'elle manifestait pacifiquement.</p> <p>Réponse : articles 3, 9 et 10</p>	<p>Situation</p> <p>En Arabie saoudite, une défenseure des droits des femmes a été arrêtée et jugée coupable pour son militantisme. Elle purge sa peine en prison.</p> <p>Réponse : articles 3, 9 et 10</p>

<p style="text-align: center;">Situation</p> <p>Un défenseur de l'environnement a été arrêté sans fondement. Afin de le garder en prison, les autorités du pays ont adopté une nouvelle loi qui n'existait pas avant.</p> <p>Réponse : articles 3, 9, 11 (2)</p>	<p style="text-align: center;">Situation</p> <p>En Chine, un homosexuel a été arrêté et condamné à plusieurs années de prison sans preuve. Durant son procès, il n'a pas pu être défendu par un avocat.</p> <p>Réponse : articles 3, 7, 9, 11 (1)</p>	<p style="text-align: center;">Situation</p> <p>Une personne en fauteuil roulant n'a pas accès aux établissements judiciaires, car il n'y a pas l'infrastructure nécessaire pour un fauteuil roulant.</p> <p>Réponse : articles 3, 7 et 10</p>	<p style="text-align: center;">Situation</p> <p>Un réfugié tout juste arrivé de Libye (pays d'Afrique) est arrêté pour vol. Il ne parle pas le français et ne comprend pas ce que les policiers lui disent ni pourquoi il est arrêté.</p> <p>Réponse : articles 3, 7 et 10</p>
<p style="text-align: center;">Situation</p> <p>Un terroriste est arrêté et torturé.</p> <p>Réponse : articles 3, 5 et 9</p>	<p style="text-align: center;">Situation</p> <p>Une personne, arrêtée arbitrairement et détenue pendant 13 mois sans raison valable souhaite porter plainte contre les autorités de son pays pour cette détention. Mais elle n'ose pas passer à l'acte par peur des représailles.</p> <p>Réponse : articles 3 et 8</p>	<p style="text-align: center;">Situation</p> <p>Un opposant au gouvernement russe est arrêté et détenu dans l'attente de son procès. Son arrestation est sans fondement et il lui est interdit de contacter son avocate.</p> <p>Réponse : articles 3, 9 et 11 (1)</p>	<p style="text-align: center;">Situation</p> <p>Un procès opposait deux voisins. En échange d'argent par l'un des deux plaignants, le juge a uniquement condamné l'un des deux voisins alors que les torts sont partagés.</p> <p>Réponse : article 10</p>

<p align="center">Situation</p> <p>Une femme a été arrêtée pour un délit pour lequel elle risquait jusqu'à 5 mois de prison au moment des faits. Lors de son procès, la loi a changé et elle a été condamnée non pas à 5 mois, mais à 9 mois de prison.</p> <p>Réponse : article 11 (2)</p>	<p align="center">Situation</p> <p>Un journaliste est victime de disparition forcée. Ses proches n'ont plus de nouvelles de lui depuis 2 mois.</p> <p>Réponse : articles 3 et 9</p>	<p align="center">Situation</p> <p>Lors du procès entre une personne handicapée et son voisin, le juge est inattentif aux déclarations de la personne handicapée, car il ne la considère pas comme « normale ». Il donne raison au voisin alors qu'il a tort.</p> <p>Réponse : articles 3 et 7</p>	<p align="center">Situation</p> <p>Un homme est victime d'agression. Les policiers le renvoient chez lui et refusent sa plainte, car c'est un ancien détenu.</p> <p>Réponse : article 3, 7 et 8</p>
--	--	---	--

<p align="center">Devinette</p> <p align="center">Disparition forcée</p>	<p align="center">Devinette</p> <p align="center">Détenue arbitraire</p>	<p align="center">Devinette</p> <p align="center">Procès équitable</p>	<p align="center">Devinette</p> <p align="center">Présomption d'innocence</p>
<p align="center">Devinette</p> <p align="center">Avocat</p>	<p align="center">Devinette</p> <p align="center">Se faire justice soi-même</p>	<p align="center">Devinette</p> <p align="center">Frais de justice</p>	<p align="center">Devinette</p> <p align="center">Preuves</p>

Devinette Tribunal	Devinette Loi	Devinette Déclaration universelle des droits de l'homme	Devinette Torture
Devinette Liberté	Devinette Assistance juridique	Devinette Juge	Devinette Corruption judiciaire
Devinette Impartial	Devinette Droits humains	Devinette Prison	Devinette Victime

<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Quand la Déclaration universelle des droits de l'homme a-t-elle été adoptée ?</p> <p>A. 1948 B. 1977 C. 2000</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Qui a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme ?</p> <p>A. Les États-Unis B. Les États membres de l'Organisation des Nations unies C. France</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Quel est le grand principe de la Déclaration universelle des droits de l'homme ?</p> <p>A. L'intérêt supérieur de l'enfant B. Le loisir C. Une personne a de la valeur et doit être traitée avec respect et sans discrimination</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Combien d'articles composent la Déclaration universelle des droits de l'homme ?</p> <p>A. 15 B. 30 C. 45</p>
<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Tu es juge et tu as été témoin d'une affaire. Tu as été désigné pour être le juge de cette affaire justement. As-tu le droit de juger cette affaire ?</p> <p>A. Oui B. Non</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Tu as le droit à la présomption d'innocence.</p> <p>A. Faux B. Vrai</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Tout le monde est égal devant la loi partout dans le monde.</p> <p>A. Vrai B. Faux</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Tu as droit à un procès équitable.</p> <p>A. Vrai B. Faux</p>

<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Le manque d'accès à l'information est un obstacle à l'accès à la justice.</p> <p>A. Faux B. Vrai</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>La corruption judiciaire a lieu dans plusieurs pays dont particulièrement :</p> <p>A. En Chine B. En Belgique C. En Suède</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>En Belgique, une personne victime de viol alors qu'elle est majeure peut porter plainte pendant</p> <p>A. 10 ans (après les faits) B. 20 ans (après les faits) C. 7 ans (après les faits)</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>L'usage de la torture est autorisé pour obtenir des aveux ou des informations qui pourraient sauver des vies.</p> <p>A. Vrai B. Faux C. Oui, mais la réglementation autour de la torture est très stricte</p>
--	--	--	--

<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Quelle(s) proposition(s) est (sont) un (des) obstacle(s) à l'accès à la justice ?</p> <p>A. Le manque de preuves B. La lenteur des procédures C. Les frais judiciaires élevés</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>La disparition forcée c'est</p> <p>A. Faire disparaître quelqu'un et nier que cette personne est privée de liberté ou dissimuler l'endroit où elle se trouve B. Tuer quelqu'un C. La même chose que l'arrestation arbitraire</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Quelle(s) proposition(s) est (sont) un (des) droit(s) relatifs au droit à un procès équitable ?</p> <p>A. Le droit de faire appel à un avocat B. Le droit à l'information C. Le droit de disposer d'un interprète</p>	<p style="text-align: center;">Question</p> <p>Un adolescent de moins de 16 ans qui commet un grave délit en Belgique peut-il aller en prison ?</p> <p>A. Non B. Oui C. Ça dépend de la gravité du délit</p>
---	---	---	--

Question	Question	Question	Question
<p>Une enfant mineure peut-elle faire appel à la justice de sa propre initiative ?</p> <p>A. Oui</p> <p>B. Non, car elle est considérée comme « incapable juridiquement »</p> <p>C. Ça dépend de la raison qui l'amène à aller en justice</p>	<p>Dans quel pays les enfants peuvent-ils être détenus dans des prisons pour adultes ?</p> <p>A. Pologne</p> <p>B. États-Unis</p> <p>C. Argentine</p>	<p>Les femmes ont-elles un accès à la justice égal à celui des hommes ?</p> <p>A. Non</p> <p>B. Oui</p> <p>C. Cela dépend des pays et des situations</p>	<p>Laquelle de ces propositions est un des principes fondamentaux du droit à un procès équitable ?</p> <p>A. Le droit de faire des erreurs</p> <p>B. L'intérêt supérieur de l'enfant</p> <p>C. La présomption d'innocence</p>

Case spéciale	Case spéciale	Case spéciale	Case spéciale
<p>Tu es atteint de surdité.</p> <p>Les personnes handicapées sont parfois discriminées, car le système judiciaire ne leur est pas adapté (matériel, accès à l'information, etc.)</p> <p>Recule de trois cases.</p>	<p>Tu es une femme.</p> <p>Les femmes font parfois face à des obstacles et à une discrimination lorsqu'elles font appel à la justice. Le système judiciaire reproduit très souvent les stéréotypes et les obstacles qui existent dans la société en général.</p> <p>Passes ton tour.</p>	<p>Tu es homosexuel.</p> <p>Les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) sont souvent victimes de préjugés et de stéréotypes qui engendrent une discrimination lorsqu'elles font appel à la justice si leurs droits ont été violés.</p> <p>Passes ton tour.</p>	<p>Tu es un réfugié.</p> <p>L'accès à la justice des personnes réfugiées est souvent difficile, car elles sont victimes de discrimination à cause des préjugés, du problème de la langue et du manque de connaissances et d'informations du système judiciaire.</p> <p>Recule de trois cases.</p>

<p>Case spéciale</p> <p>Tu es en fauteuil roulant.</p> <p>Les personnes handicapées sont parfois discriminées, car le système judiciaire ne leur est pas adapté (matériel, accès à l'information, etc.)</p> <p>Recule de trois cases.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu es une femme.</p> <p>Les femmes font parfois face à des obstacles et à une discrimination lorsqu'elles font appel à la justice. Le système judiciaire reproduit très souvent les stéréotypes et les obstacles qui existent dans la société en général.</p> <p>Passes ton tour.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu es transgenre.</p> <p>Les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) sont souvent victimes de préjugés et de stéréotypes qui engendrent une discrimination lorsqu'elles font appel à la justice si leurs droits ont été violés.</p> <p>Passes ton tour.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu es une femme réfugiée.</p> <p>L'accès à la justice des personnes réfugiées est souvent difficile, car elles sont victimes de discrimination à cause des préjugés, du problème de la langue et du manque de connaissances et d'informations du système judiciaire.</p> <p>Recule de cinq cases.</p>
<p>Case spéciale</p> <p>Tu ne peux pas porter plainte pour viol, car les faits ont eu lieu il y a trop longtemps (plus de 15 ans).</p> <p>Passes ton tour.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu es victime de coups et blessures, mais tu ne portes pas plainte, car tu as peur de ne pas pouvoir régler les frais de justice élevés.</p> <p>Recule de deux cases.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu es victime d'agression sexuelle par un ami. Le dossier a été classé sans suite par manque de preuves.</p> <p>Passes ton tour.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu es bissexuelle et tu as été agressée et insultée par des propos homophobes. Tu ne portes pas plainte, car tu redoutes la réaction et les commentaires des policiers vis-à-vis de ton orientation sexuelle. Tu ne fais pas confiance en la justice.</p> <p>Recule de deux cases.</p>

<p>Case spéciale</p> <p>Des mois se sont écoulés entre ta plainte déposée au commissariat de police et le procès. La lenteur des procédures judiciaires est un obstacle à l'accès à la justice.</p> <p>Recule d'une case.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu n'es pas satisfait de la décision rendue par le juge. Tu demandes à une autre juridiction de traiter ton dossier, mais celle-ci rejette ta demande, car tu n'as pas explicitement écrit pourquoi tu souhaitais faire appel à un autre.</p> <p>Un obstacle à l'accès à la justice est l'interprétation trop stricte des règles de procédure.</p> <p>Recule d'une case.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu es journaliste en Égypte et tu dénonces les abus des autorités égyptiennes. Tu es arrêté et jugé pour terrorisme, sans preuve. Le juge a statué que tu es coupable et tu as une peine de 10 ans de prison.</p> <p>Dans de nombreux pays, la justice est corrompue.</p> <p>Passe ton tour.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu vis au Kenya, en Afrique. Tu ne connais rien au système judiciaire et tu aimerais être défendu et bien conseillé. Mais tu ne parviens pas à trouver une avocate.</p> <p>Dans de nombreux pays, obtenir l'aide d'un avocat-conseil est difficile.</p> <p>Recule de deux cases.</p>
<p>Case spéciale</p> <p>Tu es victime de viol et tu connais ton agresseur. Le dossier a été classé sans suite par manque de preuves.</p> <p>Passe ton tour.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Selon une étude, 56% des personnes interrogées au Libéria (un pays d'Afrique) considèrent que les juges sont corrompus.</p> <p>Recule de trois cases.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu es une femme lesbienne. Tu es harcelée et menacée par un homme. Tu ne portes pas plainte, car tu redoutes la réaction et les commentaires des policiers vis-à-vis de ton orientation sexuelle. Tu ne fais pas confiance en la justice.</p> <p>Recule de deux cases.</p>	<p>Case spéciale</p> <p>Tu ne peux pas porter plainte pour agression sexuelle, car les faits ont eu lieu il y a trop longtemps (plus de 15 ans).</p> <p>Passe ton tour.</p>

Fiches droits humains - Articles issus de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Article 1

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu, ni exilé.

Article 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 11 (1)

Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

Article 11 (2)

Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Fiches droits humains - Articles issus de la Déclaration universelle des droits de l'homme - Variante pour les 6e primaires (version simplifiée)**Article 1**

Tous les êtres humains sont libres et doivent être traités de la même manière.

Article 2

Tous les êtres humains sont égaux malgré leurs différences, par exemple leur couleur de peau, leur sexe, leur religion, leur langue.

Article 3

Tout le monde a le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité.

Article 4

Personne n'a le droit de vous traiter comme un esclave, et vous n'avez pas le droit de réduire quelqu'un en esclavage.

Article 5

Personne n'a le droit de vous faire du mal ni de vous torturer.

Article 6

Tous les êtres humains sont égaux devant la loi partout dans le monde.

Article 7

La loi est la même pour tous et doit être appliquée à tous de la même manière sans discrimination.

Article 8

Tout le monde a le droit de faire appel à la justice quand ses droits ne sont pas respectés.

Article 9

Personne n'a le droit de te mettre en prison sans raison valable ni de t'expulser de ton pays.

Article 10

Tout le monde a le droit à un procès équitable et public.

Article 11 (1)

Tout accusé doit être présumé innocent tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée. Tout le monde a le droit d'être défendu.

Article 11 (2)

Personne ne peut être condamné pour une action qui, au moment de l'arrestation, n'était pas punissable par la loi. Personne ne peut être puni plus sévèrement par rapport à ce qui était prévu par la loi au moment de l'arrestation.